

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2023/44654]

**30 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement Wallon instaurant un régime de subvention aux communes en matière de bien-être animal**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du bien-être des animaux, les articles D.2, § 4, D.19, alinéa 2, et D.28, § 5 ;

Vu le Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, l'article D.5-2 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 décembre 2022 ;

Vu le rapport du 24 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 8 décembre 2022 ;

Vu l'avis 72.823/4 du Conseil d'État, donné le 15 février 2023 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du Conseil wallon du bien-être des animaux donné le 10 mai 2016 concernant la gestion de la population de pigeons ;

Considérant que le contexte sociétal offre une place croissante aux animaux;

Considérant que la Déclaration de Politique régionale prévoit à cet égard de garantir un plus grand respect du bien-être des animaux ;

Considérant le rôle important des communes en matière de bien-être animal;

Considérant qu'il entre dans les compétences du Gouvernement wallon d'apporter un soutien financier aux communes qui prennent des actions favorables au bien-être des animaux ;

Sur la proposition de la Ministre du Bien-être animal ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> la carte de nourrissage : la carte fournie par la commune autorisant un citoyen à nourrir les chats errants sur les sites de nourrissage déterminés par la commune ;

2<sup>o</sup> le chèque vétérinaire : l'allocation octroyée par la commune couvrant, partiellement ou totalement, des honoraires vétérinaires ;

3<sup>o</sup> le guichet des pouvoirs locaux : l'outil informatique permettant aux communes de transmettre électroniquement leurs formulaires et leurs pièces justificatives ;

4<sup>o</sup> le parc canin : l'espace public aménagé pour que les chiens puissent s'ébattre librement, sans laisse, et se socialiser ;

5<sup>o</sup> le pigeon des villes : le pigeon majoritairement issu de la variété du pigeon biset, issu de populations domestiques retournées à l'état sauvage, et qui a colonisé les villes ;

6<sup>o</sup> le pigeonnier contraceptif : le bâtiment ou local aménagé pour le logement et l'élevage des pigeons et conçu pour réguler les populations de pigeons des villes ;

7<sup>o</sup> le robot-tondeuse : la tondeuse à gazon automatisée capable de réaliser la tonte de manière autonome, sans intervention humaine ;

8<sup>o</sup> le service : la direction du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement qui a le bien-être des animaux dans ses attributions ;

9<sup>o</sup> le vétérinaire : un vétérinaire inscrit au Tableau de l'Ordre visé dans la loi du 19 décembre 1950 créant l'Ordre des Médecins Vétérinaires.

**Art. 2.** Il est créé un régime de subvention aux communes en matière de bien-être animal, composé :

1<sup>o</sup> d'une subvention principale ;

2<sup>o</sup> d'une subvention complémentaire.

Les subventions sont annuelles et portent sur des actions réalisées entre le 1<sup>er</sup> avril de l'année d'introduction de la demande de subvention et le 31 mars de l'année qui suit.

**Art. 3.** Les montants visés aux articles 4 et 13 sont indexés annuellement selon la formule suivante : montant multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de décembre 2022.

L'indice visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est l'indice santé lissé visé à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays.

CHAPITRE 2. — *Subvention principale**Section 1ère — Généralités*

**Art. 4.** Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une subvention principale de 3.000 euros peut être octroyée à la commune.

La subvention est utilisée pour mener au moins une des actions visées aux articles 5 à 12.

*Section 2 — Soins vétérinaires pour les animaux errants ou sauvages*

**Art. 5.** § 1. La commune peut utiliser la subvention principale pour financer :

1° la capture et les soins vétérinaires pour les animaux errants ou sauvages dont le bien-être est affecté ou qui représentent un danger pour la sécurité publique ;

2° des rapports vétérinaires rédigés dans le cadre d'un constat d'infraction au Code wallon du Bien-être des animaux réalisé par les autorités compétentes, d'une saisie administrative d'animaux visée par la partie VIII du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, ou à la demande d'une autorité afin d'établir un constat de lésions ou d'absence de lésions permettant le traitement ou le déplacement de l'animal vers une structure adéquate.

Les soins vétérinaires visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, portent sur :

1° la stérilisation des chats errants dans le cadre du plan visé au § 2 ;

2° les soins de base des animaux errants lorsque leur état de santé est affecté ;

3° les soins urgents des animaux sauvages avant leur transfert vers un centre de revalidation des espèces animales vivant à l'état sauvage ;

4° l'euthanasie des animaux errants ou sauvages lorsque leur état de santé est gravement affecté et ne permet pas de les maintenir en vie en leur assurant des conditions optimales de bien-être animal.

§ 2. La commune peut utiliser la subvention principale pour mettre en œuvre un plan d'action annuel par rapport à la population de chats errants présents sur son territoire.

Le plan d'action annuel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> contient :

1° une estimation de la population de chats errants présente ;

2° son statut stérilisé ou non, par exemple via la tenue d'une liste mise à jour par la commune ;

3° les objectifs en nombre de chats à stériliser au cours de l'année d'action ;

4° les moyens mis en œuvre pour y parvenir.

§ 3. Le chat stérilisé est identifiable comme étant stérilisé via une micropuce.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en cas de circonstances particulières comme une densité importante de chats errants, une entaille triangulaire à l'oreille droite peut être réalisée, dans le respect du bien-être animal, pour identifier le chat stérilisé.

**Art. 6.** Pour l'application de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, la commune établit un contrat avec un ou plusieurs vétérinaires, un vétérinaire communal, une association ou un refuge.

Lorsque les missions de stérilisation, de soins de base ou d'euthanasie sont confiées à une association ou à un refuge, ceux-ci chargent un ou plusieurs vétérinaires de la stérilisation, des soins de base ou de l'euthanasie.

*Section 3 — Information et sensibilisation*

**Art. 7.** La commune peut utiliser la subvention principale pour établir et mettre en œuvre un plan d'information et de sensibilisation sur le bien-être animal qui prévoit :

1° des actions telles que l'organisation d'événements, l'installation de panneaux informatifs sur le territoire de la commune ou la rédaction de contenu diffusé via le bulletin communal ou internet ;

2° une page dédiée au bien-être animal sur le site internet de la commune, destinée à informer les citoyens.

Le plan visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> comprend :

1° les thèmes abordés ;

2° le public visé ;

3° les moyens utilisés, dont les événements le cas échéant.

Les actions d'information et de sensibilisation mentionnent le soutien de la Région wallonne.

*Section 4 — Chèques vétérinaire pour les animaux appartenant à des personnes précarisées*

**Art. 8.** La commune peut utiliser la subvention principale pour mettre à disposition du responsable d'un animal un chèque vétérinaire par animal et par année.

Le chèque vétérinaire est utilisé pour une consultation afin de répondre aux obligations suivantes :

- la stérilisation des chats en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2015 relatif à la stérilisation des chats domestiques ;

- l'identification et l'enregistrement des chiens et des chats, incluant la mise à jour des données, en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à l'identification et l'enregistrement des chats et de l'arrêté royal du 25 avril 2014 relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens.

**Art. 9.** La commune décide des modalités de l'octroi du chèque vétérinaire. Dans tous les cas, pour bénéficier du chèque vétérinaire, le responsable de l'animal bénéficie d'un des revenus suivants :

1° un revenu garanti aux personnes âgées visé par la loi du 1<sup>er</sup> avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées ;

2° une garantie de revenus aux personnes âgées visée par la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées ;

3° une allocation de remplacement de revenu ou une allocation d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées ;

4° un revenu d'intégration en vertu de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ;

5° une aide financière en vertu de l'article 60, § 3, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale et dont cette aide a été remboursée par l'Etat en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 30 janvier 1995 réglant le remboursement par l'Etat des frais relatifs à la subvention accordée par les centres publics de subvention sociale à un indigent qui ne possède pas la nationalité belge et qui n'est pas inscrit au registre de population.

#### Section 5 — Parc canin

**Art. 10.** La commune peut utiliser la subvention principale pour créer ou aménager au moins un parc canin sur son territoire.

Un règlement interne relatif à l'utilisation du parc canin est instauré, et affiché aux entrées du parc canin avec une signalisation claire à destination du public.

Le règlement général de police est adapté en fonction du règlement interne relatif à l'utilisation du parc canin.

La commune assure l'entretien du parc canin.

#### Section 6 — Pigeonnier contraceptif

**Art. 11.** La commune peut utiliser la subvention principale pour créer ou aménager au moins un pigeonnier contraceptif sur son territoire.

La commune établit un plan d'action annuel par rapport à la population de pigeons des villes présente sur son territoire.

Le plan d'action annuel visé à l'alinéa 2 est concerté avec :

- un vétérinaire ;
- un refuge ou une association.

Le plan d'action annuel visé à l'alinéa 2 contient :

1° la mise en place d'une cellule d'étude au niveau de la commune qui, afin d'objectiver la problématique, est chargée d'analyser les plaintes, la relation empathique des citoyens avec les pigeons et les nuisances réelles de la population de pigeons. Cette cellule est chargée de la communication vers les citoyens avant, pendant et après la réalisation du plan, et ce de manière continue ;

2° un relevé des sites qui demandent des mesures spécifiques directes comme le déplacement des populations ;

3° une gestion visant à diminuer les ressources alimentaires disponibles ;

4° l'installation, l'entretien et le suivi du ou des pigeonniers contraceptifs.

#### Section 7 — Abris pour chats errants

**Art. 12.** La commune peut utiliser la subvention principale pour mettre à disposition des abris pour les chats errants présents sur son territoire.

Le choix du nombre d'abris, des lieux d'installation des abris, ainsi que leur gestion quotidienne, sont réalisés en fonction de la population locale de chats errants et concertés avec :

- un vétérinaire ;
- un refuge ou une association.

Les abris offrent chacun de la place pour un à quatre chats. Les abris sont isolés, étanches, construits avec des matériaux de qualité et de manière éviter les courants d'air.

La commune veille à l'entretien des abris.

Un panneau d'information est installé de manière visible près des abris. Il comporte les informations suivantes :

- les coordonnées du référent Bien-être animal en charge des chats errants ;
- les informations sur l'obligation de stérilisation des chats ;
- la demande de ne pas déranger les chats.

#### CHAPITRE 3. — Subvention complémentaire

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup> Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, si la commune remplit au moins les dispositions de sept paragraphes parmi les paragraphes 2 à 13, une subvention complémentaire de 2.000 euros peut lui être octroyée. La subvention complémentaire est utilisée pour réaliser une ou plusieurs des actions visées aux articles 5 à 12.

§ 2. En vue de préserver les hérissons, la commune prévoit dans un règlement communal des dispositions relatives à l'interdiction et à la sanction de l'utilisation nocturne des robots tondeuses. L'interdiction s'applique à tout endroit susceptible de constituer un habitat ou un milieu de vie pour le hérisson.

§ 3. En vue de préserver les animaux sauvages et domestiques, la commune prévoit dans un règlement communal des dispositions relatives à l'interdiction et à la sanction de l'utilisation de feux d'artifice par des particuliers.

La commune sensibilise les citoyens sur le stress et les dangers pour les animaux qu'occasionnent les feux d'artifice et promeut le recours à des méthodes alternatives plus respectueuses du bien-être animal.

La commune n'organise pas de feux d'artifice, à l'exception des feux d'artifice à bruit contenu.

§ 4. La commune incrimine dans un règlement communal les infractions de troisième catégorie en matière de bien-être animal, au sens du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

§ 5. La commune met en place un partenariat avec les citoyens par la rédaction d'une charte pour le nourrissage des chats errants sur le territoire communal et adapte son règlement général de police en fonction. A la signature de la charte, le citoyen reçoit une carte de nourrissage et s'engage à :

- 1° donner une nourriture adaptée aux chats ;
- 2° garder le site de nourrissage propre ;
- 3° nourrir les chats à heures fixes ;
- 4° respecter le voisinage en évitant toute nuisance sonore et visuelle sur le site de nourrissage ;
- 5° informer la commune de la présence d'un chat non stérilisé.

§ 6. La commune dispose d'un référent bien-être animal durant la période couverte. Le référent bien-être animal désigné peut être un agent communal, un agent de police, un vétérinaire communal ou un échevin du bien-être animal. Le référent est spécialisé dans la législation en matière de bien-être animal.

Le référent bien-être animal a pour missions de :

- 1° constituer le point de contact de la commune pour le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, les agents communaux, les agents de police et les citoyens ;
- 2° participer proactivement à la diffusion d'informations en matière de bien-être animal au sein de la commune;
- 3° stimuler la création, ou participer au développement, d'une Cellule Bien-être Animal au sein de la commune ;
- 4° recenser les besoins liés au bien-être animal au sein de la commune et formuler des propositions concrètes pour y répondre.

§ 7. La commune adopte un plan particulier d'urgence et d'intervention communal pour le risque animalier.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national, ce plan comprend :

- 1° la description du risque animalier sur le territoire de la commune ;
- 2° la liste des acteurs présents sur le territoire de la commune, de sa zone de secours ou de sa zone de police, et spécifiquement concernés par le risque, tels que les refuges, vétérinaires urgentistes secours et catastrophe, cellule spécialisée en bien-être animal au sein de la zone de secours, vétérinaires communaux, vétérinaires présents sur le territoire, cellule spécialisée en Bien-être animal au sein de la Police locale ;
- 3° les scénarios d'accident ;
- 4° les procédures spécifiques ;
- 5° les actions spécifiques de protection des animaux.

§ 8. La commune met en place un conseil consultatif du bien-être animal.

Le conseil consultatif du bien-être animal est composé au minimum de :

- 1° un référent bien-être animal ;
- 2° un représentant de l'administration communale ;
- 3° deux citoyens désignés après un appel à candidature général ;
- 4° un représentant de refuge agréé ou d'association de protection animale ;
- 5° un vétérinaire.

Le conseil consultatif du bien-être animal se réunit au moins deux fois par an.

Le conseil consultatif du bien-être animal a pour missions de :

- 1° assister le référent dans la réalisation de ses missions ;
- 2° sensibiliser et informer les citoyens sur les besoins fondamentaux des animaux ;
- 3° rendre un avis sur toutes les questions d'intérêt communal liées au bien-être des animaux soumises par le Conseil communal ;
- 4° jouer le rôle de sentinelle sanitaire afin de prévenir les risques d'épizooties ou de zoonoses ;
- 5° lutter contre la maltraitance animale ;
- 6° favoriser la concertation et la collaboration entre tous les acteurs concernés par la thématique du bien-être animal;
- 7° être le lieu d'information, de réflexion, de débat sur toutes les questions d'intérêt communal liées, directement ou indirectement, au bien-être des animaux;
- 8° permettre à ses membres de suggérer et de proposer aux autorités communales toute initiative susceptible de favoriser le respect du bien-être des animaux.

§ 9. La commune intègre la sensibilisation au bien-être animal et aux interactions entre l'humain et l'animal dans les programmes des écoles communales, via des outils financés par la Région Wallonne.

§ 10. La commune organise un événement relatif au bien-être animal, en concertation avec :

- un vétérinaire ;
- un refuge ou une association.

§ 11. La commune autorise l'accès des animaux de compagnie dans les bâtiments publics tels que les maisons sociales, les logements du centre public d'action sociale, les maisons de repos ou les résidences-services.

§ 12. La commune interdit dans son règlement communal la présence de cirques avec des animaux sur son territoire.

§ 13. La commune réalise un plan de gestion des cas de négligence et de maltraitance animale, en collaboration avec la zone de police.

#### CHAPITRE 4. — *Procédure*

**Art. 14.** La demande de subvention principale et le cas échéant complémentaire est adressée au service avant le 28 février via le guichet des pouvoirs locaux et les formulaires spécifiques créés pour cette procédure.

La délibération par laquelle le Conseil communal approuve la ou les actions qui seront menées est jointe à la demande.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Dans les trente jours qui suivent la date limite d'introduction des demandes, le service vérifie la complétude de la demande de subvention.

§ 2. Si la demande de subvention est incomplète, le service en informe la commune, par courrier électronique ou postal, en précisant les éléments manquants.

La commune communique les éléments manquants au service dans les dix jours suivant la réception de la demande de complétude du service.

Si la commune ne communique pas les éléments manquants, la demande de subvention est irrecevable.

§ 3. Si la demande est complète, le directeur du service bénéficie d'un pouvoir d'appréciation discrétionnaire pour accepter ou refuser l'octroi de la subvention.

Les critères d'appréciation sont :

- 1° l'adéquation entre les objectifs visés par le présent arrêté et les moyens proposés ;
- 2° l'adéquation entre les actions proposées et les objectifs visés par le présent arrêté ;
- 3° l'adéquation des actions proposées avec les dispositions légales et réglementaires en matière de bien-être animal.

La commune est informée de la décision d'octroi ou de refus de la subvention dans les deux mois qui suivent l'introduction de la demande, par courrier électronique ou postal.

**Art. 16.** La commune ayant reçu du directeur du service un accord de principe pour l'octroi d'une aide annuelle communique au service une déclaration de créance avant le 31 mai qui suit la fin de la période couverte par la subvention.

La commune qui ne transmet pas au service la déclaration de créance dans le délai imparti perd son droit à l'octroi d'une subvention.

Le service organise un contrôle ciblé des communes en leur demandant leurs pièces justificatives. Le contrôle est basé sur un échantillonnage de minimum dix pour cent des bénéficiaires, en tenant compte d'une analyse de risques notamment en fonction des antécédents de la commune dans l'octroi de subventions en matière de bien-être animal.

**Art. 17.** Après la mise en œuvre des contrôles du service, le paiement de la subvention est exécuté annuellement pour chaque commune bénéficiaire.

La subvention est liquidée par le service sur le compte bancaire de la commune et le versement correspond au montant total admissible de la déclaration de créance présentée par la commune.

#### CHAPITRE 5. — *Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 18.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements :

1° à l'article 7, § 2, la phrase « S'il ne détient pas encore d'animaux, le demandeur ne joint pas à sa demande d'agrément les documents visés à l'alinéa précédent, points 2° et 3° » est remplacée par la phrase suivante : « Si le demandeur d'un agrément pour un élevage de chats ne détient pas de chats au jour de sa demande, il ne joint pas la liste des identifications des animaux reproducteurs visée au point 3° » ;

2° à l'article 45, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le mot « fond » est remplacé par le mot « sol » ;

3° à l'article 45, les modifications suivantes sont apportées :

- le § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, devient le § 2 ;
- le § 2 devient le § 3 ;
- le § 3 devient le § 4 ;

4° le point 4 de la sous-section 2 « Conditions particulières pour la détention des chiens et des chats » est complété par les mots « , don et adoption d'animaux » ;

5° à l'article 80, les numéros de paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 après le paragraphe 4 sont remplacés par les numéros de paragraphes 5, 6, 7, 8 et 9 ;

6° l'article 88 est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit : « Le certificat d'agrément délivré en vertu de l'article 14, § 2, est affiché de manière visible à l'intérieur de l'établissement. ».

7° à l'article 107, alinéa 2, 2°, les mots « , §§ 2 et 3 » sont insérés entre « article 28 » et « entre en vigueur ».

**Art. 19.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2020 établissant un régime d'aide aux communes dans le cadre du bien-être animal est abrogé.

**Art. 20.** La première période annuelle de mise en œuvre, visée à l'article 2, commence au 1<sup>er</sup> avril 2023.

Par dérogation à l'article 14, pour l'année 2023, la date limite d'introduction des demandes de subvention est reportée au 15 septembre 2023.

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 22.** La Ministre du Bien-être animal est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mars 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement,  
de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/44654]

**30. MÄRZ 2023 — Erlass der wallonischen Regierung zur Einführung einer Subventionsregelung für Gemeinden im Bereich des Tierschutzes**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des wallonischen Tierschutzgesetzes, Artikel D.2, § 4, D.19, Absatz 2 und D.28, § 5;

Aufgrund des Buches I. des Umweltgesetzbuches, Artikel D.5-2;

Aufgrund der am 17. November 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 15. Dezember 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 24. November 2022, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der Stellungnahme des Verbandes der Städte und Gemeinden der Wallonie vom 8. Dezember 2022;

Aufgrund der Stellungnahme 72.823/4 des Staatsrats, die am 15. Februar 2023 gemäß Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2° der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, abgegeben wurde;

In Erwägung der am 10. Mai 2016 abgegebenen Stellungnahme des wallonischen Rates für Tierschutz bezüglich der Bewältigung der Taubenpopulation;

In der Erwägung, dass der gesellschaftliche Kontext Tieren einen immer größeren Stellenwert einräumt;

In der Erwägung, dass die Erklärung zur Regionalpolitik in dieser Hinsicht vorsieht, eine größere Achtung vor dem Wohlergehen der Tiere zu gewährleisten;

In Erwägung der wichtigen Rolle der Gemeinden im Bereich des Tierschutzes;

In der Erwägung, dass es in den Zuständigkeitsbereich der wallonischen Regierung fällt, Gemeinden finanziell zu unterstützen, die Maßnahmen ergreifen, die dem Tierwohl förderlich sind;

Auf Vorschlag der Ministerin für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

*KAPITEL 1 - Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1.** Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Fütterungskarte: die von der Gemeinde zur Verfügung gestellte Karte, die es Bürgern erlaubt, streunende Katzen an den von der Gemeinde festgelegten Fütterungsstellen zu füttern;

2° Veterinärscheck: die von der Gemeinde gewährte Zuwendung, die Tierarztkosten teilweise oder vollständig abdeckt;

3° der Schalter der lokalen Behörden: das IT-Tool, mit dem die Gemeinden ihre Formulare und Belege elektronisch übermitteln können;

4° Hundepark: der öffentliche Raum, der so gestaltet ist, dass Hunde frei und ohne Leine herumtollen und sich sozialisieren können;

5° die Stadttaube: die Taube, die mehrheitlich aus der Varietät der Ringeltaube stammt, die aus verwilderten Haustierpopulationen hervorgegangen ist und die Städte besiedelt hat;

6° der Taubenschlag zur Empfängnisverhütung: das Gebäude oder der Raum, der für die Unterbringung und Aufzucht von Tauben eingerichtet und dazu bestimmt ist, die Stadtaubenpopulationen zu regulieren;

7° Mähroboter: der automatisierte Rasenmäher, der das Mähen selbstständig und ohne menschliches Zutun durchführen kann;

8° der Dienst: die Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, in deren Zuständigkeitsbereich der Tierschutz fällt;

9° der Tierarzt: ein Tierarzt, der in das Verzeichnis der Tierärztekammer eingetragen ist, das im Gesetz vom 19. Dezember 1950 zur Gründung der Tierärztekammer erwähnt wird.

**Art. 2.** Es wird eine Regelung zur Subventionierung von Gemeinden im Bereich des Tierschutzes eingeführt, die sich zusammensetzt aus:

1° einer Hauptsubvention;

2° einer zusätzlichen Subvention.

Die Subventionen gelten jährlich und beziehen sich auf Maßnahmen, die zwischen dem 1. April des Jahres, in dem der Antrag gestellt wurde, und dem 31. März des darauffolgenden Jahres durchgeführt werden.

**Art. 3.** Die in Artikel 4 und 13 genannten Beträge werden jährlich nach folgender Formel indiziert: Betrag multipliziert mit dem neuen Index und geteilt durch den Index für Dezember 2022.

Der in Absatz 1 genannte Index ist der geglättete Gesundheitsindex, der in Artikel 2, § 2 des Königlichen Erlasses vom 24. Dezember 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 6. Januar 1989 zur Sicherung der Wettbewerbsfähigkeit des Landes genannt wird.

*KAPITEL 2 - Hauptsubvention**Abschnitt 1 - Allgemeines*

**Art. 4.** – Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Gemeinde eine Hauptsubvention in Höhe von 3.000 Euro gewährt werden.

Die Subvention wird für die Durchführung mindestens einer der in den Artikeln 5 bis 12 genannten Maßnahmen verwendet.

*Abschnitt 2 - Tierärztliche Versorgung von streunenden oder wilden Tieren*

**Art. 5.** § 1. Die Gemeinde kann die Hauptsubvention verwenden zur Finanzierung:

1° des Einfangens und der tierärztlichen Versorgung von streunenden oder wilden Tieren, deren Wohlbefinden beeinträchtigt ist oder die eine Gefahr für die öffentliche Sicherheit darstellen;

2° tierärztlicher Berichte, die im Rahmen einer Feststellung von Verstößen gegen das wallonische Tierschutzgesetz durch die zuständigen Behörden, einer administrativen Beschlagnahme von Tieren gemäß Teil VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches oder auf Antrag einer Behörde verfasst wurden, um eine Feststellung über Verletzungen oder das Fehlen von Verletzungen zu treffen, die eine Behandlung oder die Verbringung des Tieres in eine geeignete Struktur ermöglicht.

Die tierärztliche Versorgung gemäß § 1, Absatz 1, 1° bezieht sich auf:

1° die Sterilisation von streunenden Katzen im Rahmen des in § 2 genannten Plans;

2° die Grundversorgung von streunenden Tieren, wenn ihr Gesundheitszustand beeinträchtigt ist;

3° die dringende Pflege von Wildtieren vor ihrer Überführung in ein Rehazentrum für wildlebende Tierarten;

4° das Einschläfern von streunenden oder wilden Tieren, wenn ihr Gesundheitszustand ernsthaft beeinträchtigt ist und es nicht erlaubt, sie unter optimalen Tierschutzbedingungen am Leben zu erhalten.

§ 2. Die Gemeinde kann die Hauptsubvention verwenden, um einen jährlichen Aktionsplan in Bezug auf die Population streunender Katzen auf ihrem Gebiet umzusetzen.

Der in Absatz 1 genannte jährliche Aktionsplan enthält:

1° eine Schätzung der vorhandenen Population streunender Katzen;

2° ihren sterilisierten oder unsterilisierten Status, z. B. durch das Führen einer Liste, die von der Gemeinde auf dem neuesten Stand gehalten wird;

3° Zielvorgaben für die Anzahl der Katzen, die während des Aktionsjahres sterilisiert werden sollen;

4° die Mittel, die eingesetzt werden, um dies zu erreichen.

§ 3 Eine sterilisierte Katze ist über einen Mikrochip als sterilisiert erkennbar.

Abweichend von Absatz 1 kann bei besonderen Umständen wie einer hohen Dichte an streunenden Katzen unter Beachtung des Tierschutzes ein dreieckiger Einschnitt am rechten Ohr vorgenommen werden, um die sterilisierte Katze zu kennzeichnen.

**Art. 6.** Für die Anwendung von Artikel 5, § 1, Absatz 2, 1° schließt die Gemeinde einen Vertrag mit einem oder mehreren Tierärzten, einem Gemeindetierarzt, einer Vereinigung oder einem Tierheim.

Wenn die Aufgaben der Sterilisation, der Grundversorgung oder der Euthanasie einem Verein oder einem Tierheim übertragen werden, beauftragen diese einen oder mehrere Tierärzte mit der Sterilisation, der Grundversorgung oder der Euthanasie.

*Abschnitt 3 – Information und Sensibilisierung*

**Art. 7.** Die Gemeinde kann die Hauptsubvention verwenden, um einen Plan zur Information und Sensibilisierung für den Tierschutz zu erstellen und umzusetzen, der Folgendes umfasst:

1° Aktionen wie die Organisation von Veranstaltungen, das Aufstellen von Informationstafeln auf dem Gemeindegebiet oder das Verfassen von Inhalten, die über das Gemeindeblatt oder das Internet verbreitet werden;

2° eine dem Tierschutz gewidmete Seite auf der Internetseite der Gemeinde, die der Information der Bürger dienen soll.

Der in Absatz 1 genannte Plan umfasst:

1° die behandelten Themen;

2° die Zielgruppe;

3° die verwendeten Mittel, einschließlich Veranstaltungen, falls zutreffend.

In den Informations- und Sensibilisierungsmaßnahmen wird die Unterstützung durch die Wallonische Region erwähnt.

*Abschnitt 4 - Veterinärschecks für Tiere, die Personen mit geringem Einkommen gehören*

**Art. 8.** Die Gemeinde kann die Hauptsubvention verwenden, um dem Besitzer eines Tiers einen Veterinärscheck pro Tier und Jahr zur Verfügung zu stellen.

Der Veterinärscheck wird für eine Konsultation verwendet, um die folgenden Verpflichtungen zu erfüllen:

- die Sterilisation von Katzen in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2015 über die Sterilisation von Hauskatzen;

- die Identifizierung und Registrierung von Hunden und Katzen, einschließlich der Aktualisierung der Daten, in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Identifizierung und Registrierung von Katzen und des Königlichen Erlasses vom 25. April 2014 über die Identifizierung und Registrierung von Hunden.

**Art. 9.** Die Gemeinde entscheidet über die Modalitäten der Vergabe des Veterinärschecks. In jedem Fall gilt: Um den Veterinärscheck zu erhalten, muss der Besitzer des Tiers eines der folgenden Einkommen beziehen:

1° ein garantiertes Einkommen für ältere Personen gemäß dem Gesetz vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für ältere Personen;

2° eine Einkommensgarantie für ältere Personen gemäß dem Gesetz vom 22. März 2001 zur Einführung der Einkommensgarantie für ältere Personen;

3° eine Einkommensersatzbeihilfe oder eine Eingliederungsbeihilfe gemäß dem Gesetz vom 27. Februar 1987 über Beihilfen für Personen mit einer Behinderung;

4° ein Eingliederungseinkommen gemäß Artikel 14, § 1 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung;

5° eine finanzielle Unterstützung gemäß Artikel 60, § 3 des Gesetzes vom 8. Juli 1976 über die Organisation der öffentlichen Sozialhilfezentren erhält und diese Unterstützung vom Staat gemäß Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 30. Januar 1995 zur Regelung der Erstattung der Kosten durch den Staat in Bezug auf die Subvention, die von den öffentlichen Sozialhilfezentren einem Bedürftigen gewährt wird, der nicht die belgische Staatsangehörigkeit besitzt und nicht im Bevölkerungsregister eingetragen ist, erstattet wurde.

#### *Abschnitt 5 - Hundepark*

**Art. 10.** Die Gemeinde kann die Hauptsubvention verwenden, um mindestens einen Hundepark auf ihrem Gebiet anzulegen oder einzurichten.

Es werden interne Regeln für die Nutzung des Hundeparks eingeführt, die an den Eingängen des Hundeparks ausgehängt und für die Öffentlichkeit deutlich gekennzeichnet werden.

Die allgemeine Polizeiverordnung wird entsprechend der internen Regelung für die Nutzung des Hundeparks angepasst.

Die Gemeinde sorgt für die Instandhaltung des Hundeparks.

#### *Abschnitt 6 - Taubenschlag zur Empfängnisverhütung*

**Art. 11.** Die Gemeinde kann die Hauptsubvention verwenden, um mindestens einen Taubenschlag zur Empfängnisverhütung auf ihrem Gebiet anzulegen oder einzurichten.

Die Gemeinde erstellt einen jährlichen Aktionsplan in Bezug auf die auf ihrem Gebiet vorkommende Stadtaubenpopulation.

Der in Absatz 2 genannte jährliche Aktionsplan wird abgestimmt mit:

- einem Tierarzt;
- einem Tierheim oder einen Verein.

Der in Absatz 2 genannte jährliche Aktionsplan umfasst:

1° die Einrichtung einer Studieneinheit auf Gemeindeebene, die zur Objektivierung der Problematik die Beschwerden, das empathische Verhältnis der Bürger zu den Tauben und die tatsächliche Belästigung durch die Taubenpopulation analysieren soll. Diese Einheit ist für die permanente Kommunikation mit den Bürgern vor, während und nach der Umsetzung des Plans zuständig;

2° ein Verzeichnis der Orte, die direkte spezifische Maßnahmen wie die Umsiedlung von Populationen erfordern;

3° ein Management zur Verringerung der verfügbaren Nahrungsressourcen;

4° das Aufstellen, die Instandhaltung und die Nachsorge des Taubenschlags oder der Taubenschläge zur Empfängnisverhütung.

#### *Abschnitt 7 - Unterkünfte für streunende Katzen*

**Art. 12.** Die Gemeinde kann die Hauptsubvention verwenden, um Unterkünfte für streunende Katzen, die sich auf ihrem Gebiet aufhalten, zur Verfügung zu stellen.

Die Auswahl der Anzahl der Unterkünfte, der Orte, an denen die Unterkünfte aufgestellt werden, sowie deren täglicher Betrieb erfolgen auf der Grundlage der lokalen Streunerkatzenpopulation und in Absprache mit:

- einem Tierarzt;
- einem Tierheim oder einen Verein.

Die Unterkünfte bieten jeweils Platz für eine bis vier Katzen. Die Unterkünfte sind isoliert, wasserdicht, aus hochwertigen Materialien und so gebaut, dass Zugluft vermieden wird.

Die Gemeinde sorgt für die Instandhaltung der Unterkünfte.

Eine Informationstafel wird in der Nähe der Unterkünfte gut sichtbar angebracht. Sie enthält die folgenden Informationen:

- die Kontaktdaten des Referenten für Tierschutz, der für streunende Katzen zuständig ist;
- Informationen über die Pflicht zur Sterilisation von Katzen;
- die Bitte, die Katzen nicht zu stören.

#### *KAPITEL 3 - Zusätzliche Subvention*

**Art. 13.** § 1 Wenn die Gemeinde im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel mindestens die Bestimmungen von sieben der Absätze 2 bis 13 erfüllt, kann ihr eine zusätzliche Subvention in Höhe von 2.000 Euro gewährt werden. Die zusätzliche Subvention wird für die Durchführung einer oder mehrerer der in den Artikeln 5 bis 12 genannten Maßnahmen verwendet.

§ 2. Um Igel zu schützen, sieht die Gemeinde in einer Gemeindeverordnung Bestimmungen zum Verbot und zur Bestrafung des nächtlichen Einsatzes von Mährobotern vor. Das Verbot gilt für jeden Ort, der einen Lebensraum für den Igel darstellen könnte.

§ 3 Um Wild- und Haustiere zu schützen, sieht die Gemeinde in einer Gemeindeverordnung Bestimmungen zum Verbot und zur Bestrafung der Verwendung von Feuerwerkskörpern durch Privatpersonen vor.

Die Gemeinde sensibilisiert die Bürger für den Stress und die Gefahren für Tiere, die durch Feuerwerkskörper verursacht werden, und fördert die Verwendung alternativer, tierschutzfreundlicherer Methoden.

Die Gemeinde veranstaltet keine Feuerwerke, mit Ausnahme von Feuerwerken mit begrenzter Lautstärke.

§ 4. Die Gemeinde ahndet in einer Gemeindeverordnung Verstöße der dritten Kategorie gegen den Tierschutz im Sinne von Buch I des Umweltgesetzbuchs.

§ 5. Die Gemeinde führt eine Partnerschaft mit den Bürgern ein, indem sie eine Charta für die Fütterung streunender Katzen auf dem Gemeindegebiet verfasst, und passt ihre allgemeine Polizeiverordnung entsprechend an. Bei der Unterzeichnung der Charta erhält der Bürger eine Fütterungskarte und verpflichtet sich:

- 1° Katzen geeignetes Futter zu geben;
- 2° den Futterplatz sauber zu halten;



- 3° Katzen zu festen Zeiten zu füttern;
- 4° die Nachbarschaft zu respektieren, indem er Lärm- und Sichtbelästigungen an der Futterstelle vermeidet;
- 5° die Gemeinde über die Anwesenheit einer nicht sterilisierten Katze zu informieren.

§ 6. Die Gemeinde verfügt während des Berichtszeitraums über einen Tierschutzreferenten. Der ernannte Tierschutzbeauftragte kann ein Gemeindebeamter, ein Polizeibeamter, ein Gemeindetierarzt oder ein Schöffe für Tierschutz sein. Der Beauftragte ist auf die Gesetzgebung im Bereich Tierschutz spezialisiert.

Die Aufgaben des Tierschutzbeauftragten sind:

- 1° Bildung der Kontaktstelle der Gemeinde für den Öffentlichen Dienst der Wallonie für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, die Gemeindebeamten, die Polizeibeamten und die Bürger;
- 2° proaktive Teilnahme an der Verbreitung von Informationen über den Tierschutz in der Gemeinde;
- 3° Anregen der Einrichtung einer Tierschutzeinheit in der Gemeinde oder Beteiligung an deren Entwicklung;
- 4° Ermittlung des Bedarfs im Zusammenhang mit dem Tierschutz in der Gemeinde und Unterbreitung konkreter Vorschläge, wie dieser Bedarf erfüllt werden kann.

§ 7. Die Gemeinde verabschiedet einen besonderen kommunalen Notfall- und Interventionsplan für das Tierrisiko.

Unbeschadet der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2019 über die Notfallplanung und das Notfallmanagement auf Gemeinde- und Provinzebene und die Rolle der Bürgermeister und Provinzgouverneure im Falle von Ereignissen und Krisensituationen, die eine Koordinierung oder ein Management auf nationaler Ebene erfordern, umfasst dieser Plan:

- 1° die Beschreibung des Tierrisikos auf dem Gebiet der Gemeinde;
- 2° die Liste der Akteure, die auf dem Gebiet der Gemeinde, ihrer Rettungszone oder ihrer Polizeizone anwesend und speziell von dem Risiko betroffen sind, wie Tierheime, Nottierärzte für Not- und Katastrophenhilfe, Tierschutzeinheit innerhalb der Rettungszone, Gemeindetierärzte, Tierärzte, die auf dem Gebiet anwesend sind, Tierschutzeinheit innerhalb der örtlichen Polizei;
- 3° Unfallszenarien;
- 4° spezifische Verfahren;
- 5° spezifische Maßnahmen zum Schutz von Tieren.

§ 8. Die Gemeinde richtet einen Beirat für Tierschutz ein.

Der Tierschutzbeirat besteht mindestens aus:

- 1° einem Tierschutzbeauftragten;
- 2° einem Vertreter der Gemeindeverwaltung;
- 3° zwei Bürgern, die nach einer allgemeinen Aufforderung zur Einreichung von Bewerbungen ernannt werden;
- 4° einem Vertreter eines anerkannten Tierheims oder einer Tierschutzorganisation;
- 5° einem Tierarzt.

Der Tierschutzbeirat tritt mindestens zweimal im Jahr zusammen.

Der Tierschutzbeirat hat folgende Aufgaben:

- 1° Unterstützung des Beauftragten bei der Durchführung seiner Aufgaben;
- 2° Sensibilisierung und Aufklärung der Bürger über die Grundbedürfnisse von Tieren;
- 3° Abgeben von Stellungnahmen zu allen Fragen von kommunalem Interesse im Zusammenhang mit dem Tierschutz, die vom Gemeinderat vorgelegt werden;
- 4° Funktion als Gesundheitswächter, um dem Risiko von Tierseuchen oder Zoonosen vorzubeugen;
- 5° Bekämpfung der Misshandlung von Tieren;
- 6° Förderung der Konzertierung und Zusammenarbeit zwischen allen Akteuren, die sich mit der Thematik des Tierschutzes befassen;
- 7° Funktion als Ort der Information, der Reflexion und der Debatte über alle Fragen von kommunalem Interesse, die direkt oder indirekt mit dem Tierwohl zusammenhängen;
- 8° seinen Mitgliedern ermöglichen, den Gemeindebehörden jede Initiative vorzuschlagen und zu empfehlen, die den Respekt vor dem Tierwohl fördern kann.

§ 9. Die Gemeinde integriert die Sensibilisierung für den Tierschutz und die Interaktion zwischen Mensch und Tier über von der Wallonischen Region finanzierte Instrumente in die Lehrpläne der Gemeindeschulen.

§ 10. Die Gemeinde organisiert eine Veranstaltung zum Thema Tierschutz in Absprache mit:

- einem Tierarzt;
- einem Tierheim oder einen Verein.

§ 11. Die Gemeinde erlaubt den Zugang von Haustieren zu öffentlichen Gebäuden wie Sozialhäusern, Wohnungen des öffentlichen Sozialhilfezentrums, Pflegeheimen oder betreuten Wohnanlagen.

§ 12. Die Gemeinde verbietet in ihrer Gemeindeordnung die Anwesenheit von Zirkussen mit Tieren auf ihrem Gebiet.

§ 13. Die Gemeinde erstellt in Zusammenarbeit mit der Polizeizone einen Plan für den Umgang mit Fällen von Vernachlässigung und Misshandlung von Tieren.

#### KAPITEL 4 - Verfahren

**Art. 14.** Der Antrag auf eine Haupt- und ggf. eine zusätzliche Subvention ist bis zum 28. Februar über die Anlaufstelle für Kommunalverwaltungen und die eigens für dieses Verfahren erstellten Formulare an die Dienststelle zu richten.

Der Beschluss, mit dem der Gemeinderat die durchzuführende(n) Aktion(en) genehmigt, wird dem Antrag beifügt.

**Art. 15.** § 1. Innerhalb von 30 Tagen nach Ablauf der Frist für die Einreichung von Anträgen überprüft die Dienststelle die Vollständigkeit des Antrags.

§ 2. Ist der Subventionsantrag unvollständig, informiert die Dienststelle die Gemeinde per E-Mail oder Post darüber und gibt die fehlenden Elemente an.

Die Gemeinde teilt der Dienststelle die fehlenden Elemente innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt des Antrags der Dienststelle auf Vervollständigung mit.

Wenn die Gemeinde die fehlenden Elemente nicht übermittelt, ist der Subventionsantrag unzulässig.

§ 3 Wenn der Antrag vollständig ist, hat der Leiter der Dienststelle einen Ermessensspielraum, um die Subvention zu bewilligen oder abzulehnen.

Die Beurteilungskriterien sind:

1° die Angemessenheit der mit diesem Erlass angestrebten Ziele und der vorgeschlagenen Mittel;

2° die Angemessenheit der vorgeschlagenen Maßnahmen im Hinblick auf die mit diesem Erlass angestrebten Ziele;

3° die Angemessenheit der vorgeschlagenen Maßnahmen in Bezug auf die gesetzlichen und behördlichen Bestimmungen zum Tierschutz.

Die Gemeinde wird innerhalb von zwei Monaten nach Einreichung des Antrags per E-Mail oder Post über die Entscheidung über die Gewährung oder Ablehnung des Zuschusses informiert.

**Art. 16.** Die Gemeinde, die vom Leiter der Dienststelle eine grundsätzliche Zustimmung zur Gewährung einer jährlichen Beihilfe erhalten hat, übermittelt der Dienststelle bis zum 31. Mai nach Ablauf des von der Beihilfe abgedeckten Zeitraums eine Forderungsanmeldung.

Eine Gemeinde, die der Dienststelle die Forderungsanmeldung nicht innerhalb der gesetzten Frist übermittelt, verliert ihren Anspruch auf Gewährung einer Finanzhilfe.

Der Dienst organisiert eine gezielte Überprüfung der Gemeinden, indem er ihre Belege anfordert. Die Kontrolle basiert auf einer Stichprobe von mindestens zehn Prozent der Empfänger, unter Berücksichtigung einer Risikoanalyse, die sich insbesondere auf die Vorgeschichte der Gemeinde bei der Gewährung von Zuschüssen im Bereich Tierschutz stützt.

**Art. 17.** Nach der Durchführung der Kontrollen des Dienstes wird die Auszahlung der Subvention jährlich für jede Empfängergemeinde durchgeführt.

Der Zuschuss wird von der Dienststelle auf das Bankkonto der Gemeinde überwiesen und die Zahlung entspricht dem zulässigen Gesamtbetrag der von der Gemeinde eingereichten Forderungsanmeldung.

#### KAPITEL 5 - Änderungs-, Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 18.** Im Erlass der wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen;

1° in Artikel 7, § 2, wird der Satz „Wenn er noch keine Tiere hält, fügt der Antragsteller seinem Zulassungsantrag nicht die im vorherigen Absatz, Punkte 2° und 3°, genannten Dokumente bei“ ersetzt durch den folgenden Satz: „Wenn der Antragsteller einer Zulassung für eine Katzenzucht am Tag der Antragstellung keine Katzen hält, fügt er die in Punkt 3° genannte Liste der Kennzeichnungen der Zuchttiere nicht bei“;

2° In Artikel 45 § 1, Absatz 2 wird das Wort „Grund“ durch das Wort „Boden“ ersetzt;

3° In Artikel 45 werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

- § 1 Absatz 3 wird zu § 2;

- § 2 wird zu § 3;

- § 3 wird zu § 4;

4° Punkt 4 des Unterabschnitts 2 „Besondere Bedingungen für die Haltung von Hunden und Katzen“ wird ergänzt durch die Wörter „Schenkung und Adoption von Tieren“;

5° in Artikel 80 werden die Nummern der Absätze 2, 3, 4, 5 und 6 nach Absatz 4 durch die Nummern der Absätze 5, 6, 7, 8 und 9 ersetzt;

6° Artikel 88 wird durch einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt: „Die nach Artikel 14 § 2 ausgestellte Zulassungsbescheinigung wird in der Einrichtung sichtbar angebracht.“.

7° In Artikel 107 Absatz 2, 2° werden zwischen „Artikel 28“ und „tritt in Kraft“ die Wörter „§§ 2 und 3“ eingefügt.

**Art. 19.** Der Erlass der wallonischen Regierung vom 3. September 2020 zur Festlegung einer Beihilferegelung für Gemeinden im Rahmen des Tierschutzes wird aufgehoben.

**Art. 20.** Der erste jährliche Durchführungszeitraum gemäß Artikel 2 beginnt am 1. April 2023.

Abweichend von Artikel 14 wird für das Jahr 2023 die Frist für die Einreichung von Subventionsanträgen auf den 15. September 2023 verlängert.

**Art. 21.** Der vorliegende Erlass trifft ab dem Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

**Art. 22.** Die Ministerin für Tierschutz ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. März 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur,  
Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/44654]

**30 MAART 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van een toelageregeling voor gemeenten op het gebied van dierenwelzijn**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Code voor Dierenwelzijn, artikels D.2, § 4, D.19, lid 2, en D.28, § 5;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, met name artikel D.5-2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 november 2022;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 december 2022;

Gelet op het verslag van 24 november 2022, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Unie van de Waalse steden en gemeenten van 8 december 2022;

Gelet op advies nr. 72.823/4 van de Raad van State, gegeven op 15 januari 2023 met toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het advies van de Waalse Raad voor Dierenwelzijn van 10 mei 2016 betreffende het beheer van de duivenpopulatie;

Overwegende de groeiende aandacht voor dieren in onze samenleving;

Overwegende dat de gewestelijke beleidsverklaring voorziet in meer respect voor dierenwelzijn;

Overwegende de belangrijke rol die gemeenten spelen op het gebied van dierenwelzijn;

Overwegende dat het tot de bevoegdheden van de Waalse regering behoort om financiële steun te verlenen aan gemeenten die maatregelen nemen om het dierenwelzijn te bevorderen;

Op voorstel van de minister van Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen***Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit gelden de volgende definities:

1° voederpas: de door de gemeente verstrekte kaart die een burger toelaat zwerfkatten te voederen op door de gemeente bepaalde voederplaatsen;

2° vetocheque of dierenartscheque: een toelage die door de gemeente wordt toegekend om dierenartskosten geheel of gedeeltelijk te dekken;

3° gemeenteloket: de informaticatool waarmee de gemeenten hun formulieren en bewijsstukken elektronisch kunnen indienen;

4° hondspark: een openbare ruimte waar honden los kunnen lopen en leren om met elkaar te gaan;

5° stadsduif: deze duif is voornamelijk van het ras rotsduif, afstammend van gedomesticeerde populaties die zijn teruggekeerd naar het wild, en die de steden hebben gekoloniseerd;

6° anticonceptieve duiventil: het gebouw of lokaal ingericht voor het huisvesten en kweken van duiven en bestemd om de stadsduifpopulaties te reguleren;

7° robotmaaier: een geautomatiseerde grasmaaier die het gras autonoom kan maaien, zonder menselijke tussenkomst;

8° departement: de Directie van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu, die verantwoordelijk is voor dierenwelzijn;

9° dierenarts: een dierenarts die ingeschreven is op een tabel van de Orde bedoeld in de wet van 19 december 1950 tot oprichting van de Orde van Dierenartsen.

**Art. 2.** Er wordt een toelageregeling voor gemeenten ingesteld op het gebied van dierenwelzijn, bestaande uit:

1° een hoofdtoelage;

2° een aanvullende toelage.

Deze toelagen worden jaarlijks toegekend en hebben betrekking op acties die worden uitgevoerd tussen 1 april van het jaar waarin de toelageaanvraag is ingediend en 31 maart van het daaropvolgende jaar.

**Art. 3.** De bedragen vermeld in artikels 4 en 13 worden jaarlijks geïndexeerd volgens de volgende formule: bedrag vermenigvuldigd met de nieuwe index gedeeld door de index van december 2022.

De index waarvan sprake is in lid 1 is de gezondheidsindex, vermeld in artikel 2, § 2 van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 ter vrijwaring van het concurrentievermogen van ons land.

HOOFDSTUK 2. — *Hoofdtoelage**Sectie 1. — Algemene bepalingen.***Art. 4.** Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan een hoofdtoelage van 3.000 euro aan de gemeente worden toegekend.

De toelage wordt gebruikt voor de uitvoering van ten minste een van de acties bedoeld in artikels 5 tot en met 12.

*Sectie 2. — Veterinaire zorg voor zwerfdieren of wilde dieren***Art. 5.** § 1. De gemeente kan de hoofdtoelage gebruiken ter financiering van:

1° het vangen en geneeskundig verzorgen van zwerfdieren of wilde dieren waarvan het welzijn in het gedrang is of die een gevaar vormen voor de openbare veiligheid;

2° veterinaire verslagen opgesteld in het kader van de vaststelling van een inbreuk op de Waalse wetgeving rond dierenwelzijn door de bevoegde autoriteiten, een administratieve inbeslagname van dieren zoals bedoeld in Deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek, of op verzoek van een autoriteit om letsels of de afwezigheid van letsels vast te stellen, zodat het betreffende dier kan worden behandeld of naar een geschikte inrichting kan worden overgebracht.

De in § 1, lid 1, 1°, bedoelde veterinaire verzorging omvat:

- 1° de sterilisatie van zwerfkatten in het kader van het plan bedoeld in § 2;
- 2° de basiszorg voor zwerfdieren waarvan de gezondheidstoestand is aangetast;
- 3° dringende verzorging van wilde dieren voordat ze worden overgebracht naar een revalidatiecentrum voor in het wild levende soorten;
- 4° euthanasie van zwerfdieren of wilde dieren wanneer hun gezondheidstoestand ernstig is aangetast en het niet mogelijk is om ze in optimale omstandigheden voor dierenwelzijn in leven te houden.

§ 2. De gemeente kan de hoofdtoelage gebruiken om een jaarlijks actieplan te implementeren op basis van de zwerfkattenpopulatie in haar gebied.

Het in lid 1 bedoelde jaarlijkse actieplan omvat:

- 1° een schatting van de aanwezige zwerfkattenpopulatie;
- 2° de status "gesteriliseerd" of "niet-gesteriliseerd", bijvoorbeeld door een lijst bij te houden die wordt bijgewerkt door de gemeente;
- 3° de doelstellingen voor het aantal katten dat tijdens het actiejaar moet worden gesteriliseerd;
- 4° de middelen die worden gebruikt om dit te bereiken.

§ 3. Een gesteriliseerde kat kan als dusdanig worden geïdentificeerd door een microchip.

In afwijking van lid 1 mag in bijzondere omstandigheden, zoals een hoge dichtheid van zwerfkatten, met inachtneming van het dierenwelzijn een driehoekige snede in het rechteroor worden gemaakt om gesteriliseerde katten te identificeren.

**Art. 6.** Voor de toepassing van artikel 5, § 1, lid 2, 1°, sluit de gemeente een contract af met een of meer dierenartsen, een gemeentelijke dierenarts, een vereniging of een asiel.

Als de taak van sterilisatie, basiszorg of euthanasie wordt toevertrouwd aan een vereniging of asiel, zullen zij een of meer dierenartsen aanstellen om de sterilisatie, basiszorg of euthanasie uit te voeren.

#### Sectie 3. — Informatie en bewustmaking

**Art. 7.** De gemeente kan de hoofdtoelage gebruiken om een voorlichtings- en bewustmakingsplan over dierenwelzijn uit te werken en te implementeren met:

- 1° acties zoals de organisatie van evenementen, de plaatsing van informatiepanelen in de gemeente of het opstellen van inhoud voor het gemeenteblad of het internet;
- 2° een pagina over dierenwelzijn op de website van de gemeente om het publiek te informeren.

Het in lid 1 bedoelde plan omvat:

- 1° de behandelde thema's;
- 2° de doelgroep;
- 3° de gebruikte middelen, inclusief evenementen waar nodig.

Informatie- en sensibiliseringsinitiatieven vermelden de steun van het Waalse Gewest.

#### Sectie 4. — Vetocheques voor dieren van mensen in precare situaties

**Art. 8.** De gemeente kan de hoofdtoelage gebruiken om de persoon die verantwoordelijk is voor een dier één vetocheque per dier per jaar te geven.

Deze vetocheque wordt gebruikt voor een consultatie om aan de volgende verplichtingen te voldoen:

- de sterilisatie van katten in toepassing van het besluit van de Waalse regering van 15 december 2015 betreffende de sterilisatie van huiskatten;
- de identificatie en registratie van honden en katten, met inbegrip van het bijwerken van gegevens, overeenkomstig het besluit van de Waalse regering van 28 april 2016 betreffende de identificatie en registratie van katten en het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende de identificatie en registratie van honden.

**Art. 9.** De gemeente beslist hoe de vetocheque wordt toegekend. In alle gevallen moet de persoon die verantwoordelijk is voor het dier een van de volgende inkomens hebben om in aanmerking te komen voor de vetocheque:

- 1° een gewaarborgd inkomen voor bejaarden, krachtens de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden;
- 2° een inkomensgarantie voor ouderen, krachtens de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen;
- 3° een inkomensvervangende tegemoetkoming of een integratietegemoetkoming, krachtens de wet van 27 februari 1987 houdende tegemoetkomingen aan mindervaliden;
- 4° het leefloon, toegekend krachtens artikel 14, § 1 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie;

5° financiële hulp krachtens artikel 60, § 3, van de wet van 8 juli 1976 houdende de organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en waarvoor deze hulp door de staat werd terugbetaald krachtens artikel 1 van het ministerieel besluit van 30 januari 1995 tot regeling van de terugbetaling door de staat van de kosten met betrekking tot de toelage toegekend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn aan een behoeftige persoon die niet de Belgische nationaliteit heeft en die niet is ingeschreven in het bevolkingsregister.

*Sectie 5. — Hondenpark*

**Art. 10.** De gemeente kan de hoofdtoelage gebruiken om minstens één hondenpark op haar grondgebied te creëren of in te richten.

Er worden interne regels voor het gebruik van het hondenpark ingevoerd, die bij de ingangen van het hondenpark worden opgehangen met een duidelijke signalisatie voor het publiek.

Het algemene politiereglement wordt aangepast aan de interne gebruiksregels van het hondenpark.

De gemeente is verantwoordelijk voor het onderhoud van het hondenpark.

*Sectie 6. — Anticonceptieve duiventil*

**Art. 11.** De gemeente kan de hoofdtoelage gebruiken om minstens één anticonceptieve duiventil op haar grondgebied te creëren of in te richten.

De gemeente stelt jaarlijks een actieplan op, gebaseerd op de stadsduifpopulatie in haar gebied.

Het in lid 2 bedoelde jaarlijkse actieplan wordt opgesteld in overleg met:

- een dierenarts;
- een asiel of vereniging.

Het in lid 2 bedoelde jaarlijkse actieplan omvat:

1° de oprichting van een gemeentelijke studiecél om het probleem te objectiveren. Deze cel zal klachten in kaart brengen en de empathische relatie van burgers met duiven en de werkelijke overlast van de duivenpopulatie analyseren. Deze cel is ook verantwoordelijk voor de communicatie met het publiek voor, tijdens en na de uitvoering van het plan;

2° een overzicht van sites die specifieke directe maatregelen vereisen, zoals de verplaatsing van populaties;

3° beheer gericht op het verminderen van de beschikbare voedselbronnen;

4° de installatie, het onderhoud en de controle van de anticonceptieve duiventil(len).

*Sectie 7. — Schuilplaats voor zwerfkatten*

**Art. 12.** De gemeente kan de hoofdtoelage gebruiken om schuilplaatsen voor zwerfkatten in haar gebied ter beschikking te stellen.

De keuze van het aantal schuilplaatsen en de locaties waar ze worden geïnstalleerd, evenals het dagelijkse beheer ervan, gebeuren op basis van de lokale zwerfkattenpopulatie en in overleg met:

- een dierenarts;
- een asiel of vereniging.

Elke schuilplaats biedt plaats aan een tot vier katten. De schuilplaatsen zijn geïsoleerd, waterdicht en gebouwd met kwaliteitsmaterialen om tocht te voorkomen.

De gemeente is verantwoordelijk voor het onderhoud van de schuilplaatsen.

Er hangt een goed zichtbaar informatiebord bij de schuilplaatsen. Dat bevat de volgende informatie:

- de contactgegevens van de medewerker van de dierenbescherming die verantwoordelijk is voor zwerfkatten;
- informatie over de verplichte sterilisatie van katten;
- het verzoek om de katten niet te storen.

*HOOFDSTUK 3. — Aanvullende toelage.*

**Art. 13.** § 1 Als de gemeente voldoet aan de bepalingen van ten minste zeven van de leden 2 tot 13, kan binnen de grenzen van de beschikbare begroting een aanvullende toelage van 2.000 euro worden toegekend. Deze toelage wordt gebruikt voor de uitvoering van een of meer van de acties bedoeld in artikels 5 tot en met 12.

§ 2. Om egels te beschermen heeft de gemeente bepalingen opgenomen in haar verordeningen die het nachtelijke gebruik van robotmaaiers verbieden en bestraffen. Het verbod geldt voor elk gebied dat een habitat of leefomgeving voor egels kan vormen.

§ 3. Om wilde dieren en huisdieren te beschermen, voorziet de gemeente in haar verordeningen bepalingen die het nachtelijke gebruik van robotmaaiers verbieden en bestraffen.

De gemeente maakt het publiek bewust van de stress en de gevaren die vuurwerk met zich meebrengt voor dieren en stimuleert het gebruik van alternatieve methoden die meer rekening houden met dierenwelzijn.

De gemeente organiseert geen vuurwerkshows, met uitzondering van geluidsarm vuurwerk.

§ 4. De gemeente heeft een verordening ingevoerd om overtredingen van de derde categorie op het gebied van dierenwelzijn, zoals gedefinieerd in Boek I van de milieuwetgeving, aan te pakken.

§ 5. De gemeente zet een partnerschap op met het publiek door een handvest voor het voeden van zwerfkatten in de gemeente op te stellen en past haar algemene politiereglement hierop aan. Bij ondertekening van het handvest ontvangt de burger een voederpas en engageert hij zich om:

- 1° katten de juiste voeding te geven;
- 2° de voederplaats schoon te houden;
- 3° de katten op vaste tijden te voederen;
- 4° de buurt te respecteren door geluidsoverlast en visuele hinder op de voederplaats te vermijden;
- 5° de gemeente op de hoogte te brengen van de aanwezigheid van een niet-gesteriliseerde kat.

§ 6. De gemeente stelt een functionaris voor dierenwelzijn aan tijdens de verslagperiode. De aangewezen functionaris voor dierenwelzijn kan een gemeenteambtenaar zijn, een politieagent, een dierenarts van de gemeente of een schepen die verantwoordelijk is voor dierenwelzijn. De functionaris is gespecialiseerd in de wetgeving op het gebied van dierenwelzijn.

De functionaris voor dierenwelzijn heeft de taak om:

- 1° op te treden als aanspreekpunt van de gemeente voor de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu, de gemeentelijke agenten, de politieagenten en de burgers;
- 2° proactief deel te nemen aan de verspreiding van informatie over dierenwelzijn binnen de gemeente;
- 3° de oprichting van een Cel voor dierenwelzijn binnen de gemeente aan te moedigen of eraan mee te werken;
- 4° de noden met betrekking tot dierenwelzijn binnen de gemeente in kaart te brengen en concrete voorstellen te formuleren om hieraan tegemoet te komen.

§ 7. De gemeente stelt een speciaal gemeentelijk nood- en interventieplan voor dierenrisico's op.

Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 mei 2019 betreffende de noodplanning en het beheer van noodsituaties op gemeentelijk en provinciaal niveau en betreffende de rol van burgemeesters en provinciegouverneurs bij evenementen en crisissituaties die coördinatie of beheer op nationaal niveau vereisen, omvat dit plan:

- 1° een beschrijving van de risico's voor dieren in de gemeente;
- 2° een lijst van de actoren die in de gemeente, haar noodzone of haar politiezone aanwezig zijn en die specifiek betrokken zijn bij de risico's, zoals asielen, nood- en rampendierenartsen, cellen gespecialiseerd in dierenwelzijn binnen de noodzone, gemeentelijke dierenartsen, dierenartsen aanwezig in het gebied, dierenwelzijnseenheden binnen de lokale politie;
- 3° ongevallenscenario's;
- 4° specifieke procedures;
- 5° specifieke acties ter bescherming van dieren.

§ 8. De gemeente richt een adviesraad voor dierenwelzijn op.

Die adviesraad voor dierenwelzijn bestaat ten minste uit:

- 1° een functionaris voor dierenwelzijn;
- 2° een vertegenwoordiger van het gemeentebestuur;
- 3° twee burgers benoemd na een algemene oproep tot kandidaten;
- 4° een vertegenwoordiger van een erkend asiel of vereniging voor dierenbescherming;
- 5° een dierenarts

De adviesraad dierenwelzijn komt ten minste twee keer per jaar bijeen.

De adviesraad voor dierenwelzijn heeft als taak om:

- 1° de functionaris bij te staan in de uitvoering van zijn taken;
- 2° het publiek te sensibiliseren en te informeren over de fundamentele behoeften van dieren;
- 3° advies uit te brengen over alle aangelegenheden van gemeentelijk belang in verband met dierenwelzijn die door de gemeenteraad worden voorgelegd;
- 4° op te treden als gezondheidswaakhond om het risico op epizoötieën of zoönosen te voorkomen;
- 5° dierenmishandeling te bestrijden;
- 6° overleg en samenwerking aan te moedigen tussen al wie betrokken is bij kwesties op het gebied van dierenwelzijn;
- 7° een forum te bieden voor informatie, discussie en debat over alle kwesties die van belang zijn voor de gemeenschap en die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met dierenwelzijn;
- 8° zijn leden de mogelijkheid te bieden het gemeentebestuur initiatieven voor te stellen die het respect voor dierenwelzijn kunnen bevorderen.

§ 9. De gemeente neemt de sensibilisering over dierenwelzijn en de interacties tussen mens en dier op in haar lesprogramma's, met behulp van hulpmiddelen die worden gefinancierd door het Waalse Gewest.

§ 10. De gemeente organiseert een evenement rond dierenwelzijn in samenwerking met:

- een dierenarts;
- een asiel of vereniging.

§ 11. De gemeente staat huisdieren toe in overheidsgebouwen zoals sociale woningen, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, rusthuizen en servicewoningen.

§ 12. De gemeentelijke verordening verbiedt de aanwezigheid van circussen met dieren op haar grondgebied.

§ 13. De gemeente implementeert een beheerplan voor gevallen van verwaarlozing en mishandeling van dieren, in samenwerking met de politiezone.

#### HOOFDSTUK 4. — Procedure

**Art. 14.** Aanvragen voor de hoofdtoelage en eventuele aanvullende toelagen moeten voor 28 februari naar het departement worden gestuurd via het gemeenteloket en met de specifieke formulieren die voor deze procedure zijn gemaakt.

De beraadslaging waarbij de gemeenteraad de te ondernemen actie(s) goedkeurt, wordt bij de aanvraag gevoegd.

**Art. 15.** § 1. Binnen dertig dagen na de aanvraagdeadline controleert het departement of de toelageaanvraag volledig is.

§ 2. Als de toelageaanvraag onvolledig is, stelt het departement de gemeente per e-mail of post in kennis van de ontbrekende informatie.

De gemeente moet de ontbrekende informatie binnen tien dagen na ontvangst van dit verzoek om aanvulling naar het departement sturen.

Als de gemeente de ontbrekende informatie niet verstrekt, is de toelageaanvraag niet ontvankelijk.

§ 3. Als de aanvraag volledig is, heeft de afdelingsdirecteur de beoordelingsbevoegdheid om de toelage te aanvaarden of te weigeren.

De beoordelingscriteria zijn:

1° de mate waarin de voorgestelde middelen zijn afgestemd op de doelstellingen van dit besluit;

2° de mate waarin de voorgestelde acties zijn afgestemd op de doelstellingen van dit besluit;

3° de mate waarin de voorgestelde acties voldoen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake dierenwelzijn.

De gemeente wordt binnen twee maanden na indiening van de aanvraag per e-mail of per post op de hoogte gesteld van de beschikking om de toelage toe te kennen of te weigeren.

**Art. 16.** Een gemeente die van de directeur van het departement een principeakkoord heeft ontvangen voor de toekenning van een jaarlijkse toelage, moet voor 31 mei na afloop van de toelageperiode een vordering indienen bij het departement.

Gemeenten die deze vordering niet binnen de gestelde termijn indienen bij het departement, verliezen hun recht op de toelage.

De afdeling organiseert gerichte controles bij lokale autoriteiten en vraagt hen om bewijsstukken. De controles zijn gebaseerd op een steekproef van ten minste tien procent van de begunstigden, waarbij rekening wordt gehouden met een risicoanalyse op basis van de staat van dienst van de gemeente bij het toekennen van toelagen voor dierenwelzijn.

**Art. 17.** Nadat het departement de controles heeft uitgevoerd, wordt de toelage jaarlijks uitbetaald aan elke begunstigde gemeente.

Het departement stort de toelage op de bankrekening van de gemeente en de betaling komt overeen met het totale toelagebedrag van de vordering die de gemeente heeft ingediend.

#### HOOFDSTUK 5. — *Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 18.** In het besluit van de Waalse regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor diereninrichtingen en de voorwaarden voor het houden en verhandelen van dieren in deze inrichtingen:

1° wordt in artikel 7, § 2, de zinsnede "Indien de aanvrager nog geen dieren houdt, voegt hij bij zijn aanvraag tot erkenning niet de documenten bedoeld in de punten 2 en 3 van het vorige lid" vervangen door de volgende zinsnede: "Indien de aanvrager van een erkenning voor een kattenfokkerij op de dag van zijn aanvraag geen katten houdt, voegt hij de in punt 3 bedoelde lijst met identificaties van fokdieren niet toe";

2° wordt in artikel 45, § 1, lid 2, het woord "bodem" vervangen door het woord "grond";

3° worden in artikel 45 de volgende wijzigingen aangebracht:

- § 1, lid 3, wordt § 2;

- § 2 wordt § 3;

- § 3 wordt § 4;

4° worden bij punt 4 van subsectie 2 "Bijzondere voorwaarden voor het houden van honden en katten" de woorden ", het schenken en het adopteren van dieren" toegevoegd;

5° worden in artikel 80 de paragraafnummers 2, 3, 4, 5 en 6 na lid 4 vervangen door de paragraafnummers 5, 6, 7, 8 en 9;

6° wordt artikel 88 aangevuld met een tweede lid, dat luidt als volgt: "Het krachtens artikel 14, § 2, afgegeven certificaat van erkenning wordt binnen de inrichting op een zichtbare plaats aangebracht".

7° worden in artikel 107, lid 2, 2°, de woorden ", §§ 2 en 3" ingevoegd tussen "artikel 28" en "in werking treedt".

**Art. 19.** Het besluit van de Waalse regering van 3 september 2020 tot vaststelling van een steunregeling voor gemeenten in het kader van het dierenwelzijn wordt ingetrokken.

**Art. 20.** De eerste jaarlijkse uitvoeringsperiode, bedoeld in artikel 2, begint op 1 april 2023.

In afwijking van artikel 14 wordt de termijn voor het aanvragen van toelagen voor het jaar 2023 verlengd tot 15 september 2023.

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking op de dag van ondertekening.

**Art. 22.** De minister van dierenwelzijn is bevoegd voor de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 maart 2023.

Voor de Waalse Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur,  
Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/45698]

13 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon portant sur  
l'accompagnement et le soutien financier apportés aux opérations de développement urbain

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le Code du Développement territorial, les articles D.V.13, modifié en dernier lieu par le décret du 19 décembre 2019, et D.V.14, modifié par le décret du 2 mai 2019 ;